Sexe et genre. De quoi parle-t-on ?

Roland Pfefferkorn

► To cite this version:

| Roland Pfefferkorn. Sexe et genre. De quoi parle-t-on ?. 2014. hal-01294721

HAL Id: hal-01294721

<https://hal.science/hal-01294721>

Submitted on 29 Mar 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sexe et genre. De quoi parle-t-on ?

Roland Pfefferkorn¹

Pourquoi une campagne dénonçant une supposée « théorie du genre » s'est-elle développée via sms et internet à l'instigation de réseaux liés à des groupes d'extrême-droite et/ou à des courants religieux, chrétiens ou musulmans ? Quels sont les enjeux de la différenciation entre sexe et genre ?²

L'expression polémique « théorie du genre » n'a jamais été utilisée par les sociologues ou les chercheuses d'autres disciplines pour la bonne et simple raison qu'il n'existe pas une telle théorie unifiée. Le genre est d'abord une catégorie ou un concept qui permet de penser la mise en forme sociale d'un donné naturel, le sexe biologique. C'est aussi un champ d'études, l'ensemble des études portant sur les rapports entre les hommes et les femmes, qui a été caricaturé par les groupes qui ont lancé les rumeurs récentes avec comme objectif la disqualification de telles recherches. Ce n'est ni une doctrine, ni une idéologie, c'est un champ de travail qui interroge les représentations sociales liées aux différences de sexe.

La campagne anti-genre a pris des formes particulièrement outrancières en janvier 2014 quand certains groupes religieux extrémistes et des réseaux d'extrême-droite ont organisé une opération de retrait des enfants des écoles publiques. Cette campagne n'est pas restée sans réactions : de nombreux textes individuels et collectifs ont été publiés³. Cette campagne s'en prend avant tout à l'égalité, plus particulièrement à l'égalité entre hommes et

¹ Roland Pfefferkorn est professeur de sociologie à l'université de Strasbourg, il est l'auteur de *Hommes-femmes. Quelle égalité ?* (Editions de l'Atelier, 2002, avec Alain Bihr) et *Inégalités et rapports sociaux. Rapports de classe, rapports de sexe* (La Dispute, 2007). Il a publié récemment *Genre et rapports sociaux de sexe* (Lausanne, Editions Page 2, 2012 ; réédité au Québec, M éditions, 2013).

² Ce texte est une version augmentée de celui qui a été publié sous le même titre sur le site Internet alencontre : <http://alencontre.org/europe/france/sexe-et-genre-de-quoi-parle-t-on.html>

³ Nous présentons en annexe trois de ces textes: le texte d'une pétition collective lancée à l'initiative d'enseignantes-chercheuses de l'Université de Strasbourg, *Etudes de genre, recherche et éducation: la bonne rencontre*. <http://www.petitionpublique.fr/?pi=P2014N45876>.

Le texte d'une pétition collective lancée par un collectif d'enseignants et chercheurs en biologie et philosophie de la biologie : *Genre et biologie : contre l'usurpation du discours scientifique*.

<http://www.petitionpublique.fr/PeticaoVer.aspx?pi=P2014N46021>

La déclaration d'un Collectif d'associations professionnelles d'enseignants et chercheurs en sciences humaines et sociales : *Non à la manipulation des sciences sociales !*

femmes, mais aussi aux droits des minorités sexuelles⁴. L'objectif de ses promoteurs est de délégitimer des connaissances scientifiques, notamment celles produites par les sciences sociales, voire de remettre en cause les finalités de l'école, lieu par excellence, dans l'idéal, où les enseignants promeuvent l'égalité et le respect mutuel, où les enfants apprennent à respecter les différences (culturelle, sexuelle, religieuse) et à réfléchir sur les stéréotypes associés aux sexes biologiques.

L'expression polémique « théorie du genre » a été forgée par le Vatican il y a 10 ans. Elle est relayée depuis lors par les évêchés de France et de Navarre. Le cardinal Ratzinger, le futur pape Benoît XVI, alors Préfet de la *Congrégation pour la doctrine de la foi*⁵, a adressé en août 2004 une Lettre aux 4000 évêques de la planète dans laquelle il critique vivement les approches distinguant *sexe* et *genre*⁶. Son épître s'attaque plus particulièrement aux féministes ayant « *des visées égalitaires* » à qui elle reproche « *l'occultation de la différence ou de la dualité des sexes* ». Des positions proches ont aussi été défendues au cours de la même période par certains théologiens musulmans, notamment Tariq Ramadan⁷.

Le Vatican n'a jamais caché son hostilité à toutes les mesures favorables à l'émancipation des femmes et celle des hommes. Il continue à s'opposer en 2014 à toutes les formes de contraception (mis à part l'abstinence !) n'envisageant la sexualité que dans sa potentialité procréative. Il condamne l'homosexualité, le préservatif et toute relation sexuelle hors mariage. Il proscriit de manière absolue l'avortement. Il refuse le droit au divorce, mais aussi le droit au travail salarié des femmes. Dans sa Lettre, le cardinal Ratzinger, Préfet de la doctrine romaine, dénonce les « *distorsions* » du féminisme égalitaire et ses « *effets mortels* » : « *Une telle anthropologie qui entend favoriser des visées égalitaires pour la femme en la libérant de tout déterminisme biologique, a inspiré en réalité des idéologies qui promeuvent la mise en cause de la famille, de sa nature bi-parentale, c'est-à-dire composée*

⁴ Certains sites d'extrême-droite ont mêlé explicitement homophobie, antisémitisme et diatribes anti-genre.

⁵ Elle a succédé à la *Sacrée congrégation de l'inquisition romaine et universelle*.

⁶ *Lettre aux Évêques de l'Église catholique sur la collaboration de l'homme et de la femme dans l'Église et dans le monde*. En ligne sur le site du Vatican :

http://www.vatican.va/roman_curia/congregations/cfaith/documents/rc_con_cfaith_doc_20040731_collaboration_fr.html

⁷ La sociologue féministe Josette Trat a analysé il y a près de dix ans déjà les divergences et les convergences entre la conception des rapports entre les hommes et les femmes défendue par le Vatican et celle du théologien musulman le plus célèbre en Europe, leur point commun résidant dans leur perspective essentialiste : « *Ordre moral et différentialisme au centre des modèles religieux catholiques et musulmans* », *Contretemps* n° 12, « *A quels saints se vouer, espaces publics et religions* », janvier 2005, p. 43-51.

d'un père et d'une mère, ainsi que la mise sur le même plan de l'homosexualité et de l'hétérosexualité, soit un modèle nouveau de sexualité polymorphe »⁸.

Plus largement, ce sont toutes les formes d'émancipation, individuelle et collective, en premier lieu celle des femmes, qui sont attaquées par cette campagne rétrograde. Au regard de la loi, en France comme dans nombre d'autres pays, les femmes sont à présent censées être les égales des hommes ce qui était loin d'être le cas pendant très longtemps. Quelques décennies après les campagnes menées par les féministes de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle alors qualifiées de « suffragettes », le droit de vote n'a été obtenu dans notre pays qu'en 1944, bien après la Finlande ou la Turquie. En Suisse il faudra même attendre 1971.

Au cours des années 1970-1976 la seconde vague du mouvement des femmes a rendu possible des avancées quant au droit des femmes à disposer de leur propre corps : elle a notamment permis de rendre effectif le droit à la contraception voté en France en 1967 et d'arracher la dépénalisation de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) votée une première fois en 1975, sous conditions et à titre provisoire pour cinq ans, définitivement fin 1979. Mais des remises en cause sont toujours à craindre. La possibilité pour le personnel médical de refuser légalement de pratiquer des IVG contribue à l'insécurité des femmes concernées. Le harcèlement permanent mis en œuvre par les groupes anti-IVG, souvent liés aux Eglises, fragilise considérablement le droit à l'avortement, des reculs importants ont été enregistrés dans plusieurs pays, notamment en Amérique latine et plus récemment en Espagne.

Le mouvement des femmes a de même contribué à la modification des régimes matrimoniaux et parentaux. La scolarisation massive des filles, le développement de l'activité professionnelle des femmes et la maîtrise de la fécondité ont participé structurellement à la transformation des rapports entre les femmes et les hommes au cours des dernières décennies. Cependant, des inégalités persistent dans de très nombreux domaines, dans la sphère privée comme dans l'espace public ou l'activité professionnelle⁹.

Parallèlement à ces avancées, les chercheuses féministes ont contribué au développement des connaissances critiques portant sur les rapports entre les femmes et les hommes. Il faut insister sur la diversité, la richesse, mais aussi certaines limites des analyses produites dans les sciences sociales. Pour l'essentiel c'est le mouvement des femmes des années 1969/1976 qui a été à l'origine de ces recherches. Bien sûr des réflexions et analyses

⁸ Lettre aux Évêques de l'Église catholique sur la collaboration de l'homme et de la femme dans l'Église et dans le monde.

⁹ Pour un bilan synthétique voir : Alain Bihr, Roland Pfefferkorn, *Hommes-Femmes, quelle égalité ?*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2002.

plus anciennes ont aussi alimenté cette pensée critique féministe, par exemple le livre de Simone de Beauvoir *Le deuxième sexe* paru au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ou celui, plus ancien encore, de Friedrich Engels¹⁰ qui avait montré que l'asservissement des femmes n'est pas une donnée « naturelle », mais bien le produit de rapports historiques et sociaux.

Le corpus des catégories de pensée qui s'est constitué au cours des années 1970-1990 est très riche. Dans une première phase furent dégagés, entre autres, les concepts de *patriarcat*, de *mode de production domestique* et de *division sexuelle du travail*, sans compter ceux de *sexe social*, *sexage*, *classe de sexe*. Par la suite, les concepts de *genre* et de *rapports sociaux de sexe* ont marqué le paysage. Mais cette sociologie critique n'a pas bénéficié des feux médiatiques en comparaison avec le féminisme essentialiste qui avait largement été relayé dans la presse magazine et encensé par le Vatican. La diversité des catégories tient au caractère multidimensionnel de l'oppression qui renvoie à la fois à l'exploitation, à la domination, à la discrimination et à la stigmatisation des femmes.

Les chercheuses féministes sont parties de l'idée que les hommes et les femmes sont des catégories qui procèdent d'une *mise en forme sociale* d'un donné naturel, ce qui explique largement les variations rencontrées dans le temps et dans l'espace. Les travaux antérieurs privilégiaient des approches en termes de « condition féminine », expression renvoyant à un état prédéterminé, ou de « rôles de sexe » attendus ou prescrits, notamment en ce qui concerne les « rôles conjugaux ». La sociologie de la famille était fortement imprégnée de conceptions normatives : la famille nucléaire standard reposait sur la complémentarité d'un rôle instrumental dévolu en son sein à l'homme et d'un rôle expressif revenant à la femme. Le premier était censé assurer le lien avec la société globale et à pourvoir par son activité professionnelle à l'entretien des membres de la famille. La seconde était chargée d'assurer par son travail domestique et sa présence permanente le fonctionnement quotidien de la famille et la socialisation des enfants. Les *a priori* naturalistes sur lesquels repose cette vision seront identifiés de même que les rapports de pouvoir qui sous-tendent cette soi-disant « complémentarité des rôles ».

En France, le concept de *rapports sociaux de sexe* a été élaboré en connexion forte avec celui de *division sexuelle du travail*. Celle-ci renvoie d'abord au constat de l'assignation des hommes et des femmes à des tâches différentes, tant dans la sphère professionnelle que dans la sphère domestique. Le concept de *rapports sociaux de sexe* vise à articuler rapports de

¹⁰ *L'origine de la famille, de la propriété et de l'Etat* [1884], Le temps des cerises, 2012, avec une introduction critique de Christophe Darmangeat.

sexe et rapports de classe et à souligner la *dimension antagonique* des rapports entre la classe des hommes et celle des femmes, sans oublier la *centralité du travail*. Celui-ci est le levier de la domination qui s'exerce sur elles dans le cadre des *rapports sociaux de sexe*, mais aussi, et en même temps, celui de leur émancipation¹¹.

Quand le terme genre [gender] a fait son apparition en 1972 dans le contexte féministe anglo-saxon il renvoie d'abord au *sexe social* par opposition au sexe biologique, mais très vite le genre est pensé comme un *système* puis comme un *rapport social*. C'est pourquoi il doit toujours être au singulier. Au pluriel le concept est vidé de sa dimension critique et fonctionne simplement comme un vague synonyme pseudo-savant de sexe.

C'est surtout dans le sens de *rapport de pouvoir* ou de *rapport social* que le concept de genre s'est imposé dans les sciences sociales. La polysémie du concept explique à la fois son succès et ses limites. Par exemple dans certains usages, quand la dimension relationnelle est oubliée, voire niée, le genre en arrive à gommer la dimension inégalitaire et conflictuelle des rapports entre les hommes et les femmes. Et quand l'approche *genrée* est menée sans prendre en compte les autres rapports sociaux, notamment les classes sociales d'appartenance des hommes et des femmes, cette approche peut contribuer à l'occultation des classes. L'oubli ou le recouvrement des classes peuvent ainsi succéder à la dénégaration antérieure des sexes sociaux.

Le genre est donc d'abord un concept qui repose sur tout un corpus de recherches et c'est aussi un champ d'études, les études de genre, à l'intérieur duquel cohabitent des approches et des positions très diverses qui visent à penser l'oppression des femmes et à proposer des moyens d'y mettre un terme. C'est précisément cela qui inquiète tant ceux qui ont lancé cette campagne de dénonciation et de désinformation.

¹¹ C'est cette question que nous avons traité dans un précédent livre publié avec Philippe Cardon et Danielle Kergoat : *Chemins de l'émancipation et rapports sociaux de sexe* (La Dispute, 2009).

Annexe

Trois textes collectifs

Nous ne résistons pas au plaisir de citer l'éditorial de Thierry Guichard du numéro de mars 2014 du *Matricule des anges*. Le mensuel de la littérature contemporaine qui a le mérite d'aller à l'essentiel : « *Ah on peut dire que ça leur a bien plu, la rue, aux anti-mariage pour tous. Marcher sur les grands boulevards, ça les a bien émoustillés. Au point qu'ils trouvent tous les prétextes pour continuer à battre le pavé. Les voici maintenant hérissés contre la théorie du genre qui serait enseignée à nos chères têtes blondes. Difficile d'y croire si on y réfléchit un quart de seconde (mais, même un quart de seconde, ça semble trop) ; la théorie du genre n'existe même pas. Sous ce terme donc, c'est facile de rassembler toutes les grandes peurs des petits cathos coincés : on apprendrait aux enfants du primaire à faire la bête à deux dos entre deux récrés, on leur donnerait comme modèle une homosexualité débridée (autant dire la décadence la pire). C'est si gros que ça en serait risible si, derrière cette forme de crédulité, il n'y avait pas une forme de répulsion face à l'autre quel qu'il soit* ».

Risible oui, mais inquiétant aussi. C'est pourquoi les réactions à cette poussée « *de très arrière-garde* » ont été particulièrement nombreuses. Elles sont venues d'hommes et de femmes de tous les milieux, indignés par le surgissement de tant de méchante bêtise. Des enseignants et des chercheurs ont été particulièrement nombreux à réagir, mais aussi des bibliothécaires sommés de justifier leurs achats de livres par des censeurs qui n'ont jamais compris qu'un livre quel qu'il soit « *demande d'abord à être lu, décrypté, compris* ». Leurs textes ont été publiés dans la presse papier et sur Internet pour s'opposer à cette campagne d'un autre âge qui s'est développée au début de l'année 2014. Nous reprenons ici trois de ces textes collectifs salutaires qui se complètent parfaitement :

- la pétition unitaire initiée par des universitaires strasbourgeoises : *Etudes de genre, recherche et éducation: la bonne rencontre*.
- la pétition lancée par un Collectif d'enseignants et chercheurs en biologie et philosophie de la biologie : *Genre et biologie : contre l'usurpation du discours scientifique*.
- le texte *Non à la manipulation des sciences sociales !* signé par un Collectif d'associations professionnelles d'enseignants et chercheurs en sciences humaines et sociales.

1) Etudes de genre, recherche et éducation: la bonne rencontre

Des enseignantes et des enseignants de la maternelle à l'Université, des chercheuses et des chercheurs, des étudiantes et des étudiants réagissent et appellent au soutien de toutes et tous.

Depuis quelques jours, les élèves et les parents d'élèves sont harcelés de mails et de SMS provenant d'associations extrémistes qui propagent la rumeur selon laquelle, parce que « le genre » est introduit dans les programmes scolaires, leurs enfants seraient en danger à l'école. Non seulement cette manœuvre de déstabilisation des parents est révoltante (les enfants ont été privés d'école), mais, de plus, cette rumeur est totalement mensongère. Depuis plusieurs jours également, les propos les plus extrémistes circulent, dans les rues ou sur les réseaux sociaux, réveillant les haines envers les homosexuels, les juifs, les féministes, les professeurs des écoles appliquant l'ABCD de l'égalité, les chercheurs en études sur le genre, tous présentés comme des ennemis de la société.

Face à ces propos dangereux, face aux risques de dérives extrémistes, nous, enseignant-e-s, étudiant-e-s, chercheur-e-s, souhaitons prendre la parole, rappeler la réalité des pratiques éducatives et scientifiques d'aujourd'hui, et appeler au soutien de nos concitoyens et concitoyennes, de toutes les régions de France, de toutes les origines, de toutes les cultures.

NON, les enfants ne sont pas en danger. Non, il n'y aura pas de projection de films « sexuels » à l'école, et les garçons ne seront pas transformés en filles (ni inversement).

NON, la prétendue « théorie du genre » n'existe pas, mais, oui, les études de genre existent. Le genre est simplement un concept pour penser des réalités objectives. On n'est pas homme ou femme de la même manière au Moyen-Âge et aujourd'hui. On n'est pas homme ou femme de la même manière en Afrique, en Asie, dans le monde arabe, en Suède, en France ou en Italie. On n'est pas homme ou femme de la même manière selon qu'on est cadre ou ouvrier. Le genre est un outil que les scientifiques utilisent pour penser et analyser ces différences.

OUI, les programmes scolaires invitent à réfléchir sur les stéréotypes de sexe, car l'école, le collège, le lycée sont les lieux où les enseignants promeuvent l'égalité et la tolérance, où les enfants apprennent le respect des différences (culturelles, sexuelles, religieuses). « Vati liest die Zeitung im Wohnzimmer. Mutti ist in der Küche. » (Papa lit le journal au salon. Maman est à la cuisine). Voilà comment des élèves de collège apprenaient

l'allemand, à travers les aventures de Rolf et Gisela, dans les années 1980. Réfléchir sur le genre, c'est réfléchir sur les effets de ce type de messages.

OUI, l'école est le lieu où l'on permet à chacun, par les cours de français, d'histoire, de SVT, d'éducation civique, d'éducation physique, de réfléchir sur les conséquences néfastes des idées reçues et d'interroger certains préjugés, ceux qui ont fait que pendant des siècles un protestant ne se mariait pas avec une catholique, ceux qui font que l'on insulte encore aujourd'hui une ministre à cause de sa couleur de peau, ceux qui font que des petits garçons sont malmenés au cri de « pédés » dans la cour de l'école, ceux qui font que Matteo n'osera jamais dire qu'il est élevé et aimé par deux mamans, ceux qui font qu'Alice veut mourir car on la traite de garçon manqué, ceux qui créent la haine et la discorde. Oui, l'école est le lieu où l'on permet aux élèves de se demander pourquoi les princesses ne pourraient pas aussi sauver les princes.

Les études de genre recouvrent un champ scientifique soutenu par le Ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur et le CNRS, et elles ont des utilités nombreuses dans l'éducation et la lutte contre les discriminations : ces études et ces travaux existent à l'université depuis longtemps. Nombreuses sont les académies à organiser des journées de formation sur ces thèmes ; nombreuses sont les universités à offrir des cours intégrant le genre : en sociologie, en sciences de l'éducation, en anthropologie, en biologie, en sciences économiques, en philosophie, en histoire, en littérature, etc. Des séances de sensibilisation aux questions d'égalité entre les sexes font partie du parcours de formation des enseignants du primaire et du secondaire.

En permettant aux élèves de constater la diversité des familles actuelles, en montrant que, selon les lieux et les époques, les rôles des hommes et des femmes ont varié et que l'amour a des formes multiples, les chercheurs, les enseignants et les professeurs des écoles offrent aux enfants, citoyens et citoyennes de demain, la liberté de construire un monde plus égalitaire et plus harmonieux.

Pétition collective lancée à l'initiative d'enseignantes-chercheuses de l'Université de Strasbourg. Elle a été signée par plus de 14000 personnes en quelques semaines : <http://www.petitionpublique.fr/?pi=P2014N45876>.

2) Genre et biologie : contre l'usurpation du discours scientifique

Suite aux débats concernant l'introduction des notions d'identité, de rôles et de stéréotypes sexuels dans les programmes de lycée puis de l'ABCD de l'égalité à l'école, le mot genre est peu à peu banni des ouvrages pédagogiques comme des discours ou des rapports politiques. En balayant ainsi d'un revers de main un champ d'étude riche de plusieurs décennies de travaux, le gouvernement choisit visiblement de satisfaire les revendications arbitraires d'un groupe de manifestants. Nous, enseignants et chercheurs en biologie et philosophie de la biologie condamnons ce marchandage du savoir avec des groupes de pression au mépris des connaissances scientifiques actuelles.

Les opposants au concept de genre avancent très souvent des arguments à prétention biologique pour appuyer leur propos. Ils construisent leur discours sur une supposée différence essentielle entre hommes et femmes, qui viendrait fonder un "ordre naturel". Ils appuient leurs idées sur des faits réels ou imaginaires, le plus souvent abusivement décontextualisés, extrapolés ou généralisés. En plus d'être naïve, une telle interprétation de la biologie est malhonnête et démagogique. Les connaissances scientifiques en biologie ne nous permettent en aucun cas de dégager un quelconque "ordre naturel " en ce qui concerne les comportements hommes-femmes ou les orientations et les identités sexuelles.

Ces organisations caricaturent les études de genre, dénonçant une hypothétique conspiration qui viserait, entre autres, à nier toute différence entre les individus ou à détruire la famille. Pourtant, le fait d'analyser les constructions sociales qui entourent la différence entre les sexes n'implique en aucun cas de nier la réalité biologique du sexe. De même, s'il y a effectivement des différences biologiques entre les hommes et les femmes, les sociétés humaines ne se réduisent pas à la biologie de l'espèce. Les sociétés humaines sont le résultat complexe de facteurs biologiques, psychologiques, sociaux ; c'est ce qui explique, d'ailleurs, que les études portant sur l'identité et l'orientation sexuelle ou sur les inégalités sociales entre les sexes relèvent de champs académiques diversifiés tels que la sociologie, l'anthropologie ou la philosophie, mais aussi les sciences biologiques. Aucune discipline ne saurait donc revendiquer la prétention de totaliser les études sur un objet aussi vaste et complexe.

Enfin, les opposants au concept de genre tentent insidieusement de déplacer le débat du champ de la politique à celui de la biologie, de manière à imposer un système de représentations. Cependant, ce système n'a rien de naturel ou d'universel, et en le proposant ses promoteurs usurpent les habits du sérieux scientifique. La science ne doit en aucun cas

servir à conforter des préjugés et le devoir des scientifiques est de lutter contre la désinformation et contre les fausses utilisations du discours scientifique. Nous rappelons qu'aucune observation de la nature ne saurait avoir de prétention normative pour la société. Quelles que soient les conclusions scientifiques relatives aux origines des différences entre les hommes et les femmes, celles-ci ne doivent pas servir à légitimer l'inégalité entre les sexes dans nos sociétés et les inégalités ne doivent pas non plus être présentées comme des faits de la nature. La notion même d'identité sexuelle est structurellement humaine, et ne saurait donc être appréhendée par une approche seulement biologique. Il est donc inadmissible et vain d'instrumentaliser la biologie dans un débat concernant l'égalité sociale entre les individus, quels que soient leur sexe, leur identité ou leur orientation sexuelle. L'apprentissage de l'égalité ne peut se faire que par l'éducation et ce qui se passe dans la nature ne nous renseigne en aucun cas sur les décisions politiques que nous devons prendre.

En tant que scientifiques et citoyens, nous dénonçons fermement l'usurpation du discours scientifique pour imposer abusivement une idéologie inégalitaire.

Pétition collective lancée par un collectif d'enseignants et chercheurs en biologie et philosophie de la biologie. <http://www.petitionpublique.fr/PeticaoVer.aspx?pi=P2014N46021>

3) Non à la manipulation des sciences sociales !

Depuis plusieurs semaines se multiplient les propos et les rumeurs les plus invraisemblables sur ce que d'aucuns nomment la « théorie du genre ». Même le ministre de l'éducation nationale se croit obligé de dire qu'elle n'est pas enseignée dans les écoles ! Mais comment le serait-elle puisqu'elle n'existe pas ? Rappelons ici quelques vérités toutes simples qui semblent pourtant avoir déserté le débat public à force de discours mensongers.

La notion de genre remet en question des stéréotypes liés aux différences biologiques, qui ne sont aucunement niées. La question n'est pas de faire comme s'il n'y avait pas de différence physique entre un garçon et une fille (sexe biologique) ; la question est de savoir en revanche comment cette différence biologique sert d'argument pour légitimer des inégalités de tous ordres au détriment essentiellement des femmes.

Les études sur le genre s'appuient sur un corpus de travaux empiriques validés au sein de communautés scientifiques internationales dont la rigueur et l'autonomie intellectuelle sont reconnues ; ils ont notamment montré que cette différence biologique sert dans nos sociétés, y compris prétendument développées et éclairées, de justification magique à un certain nombre de discriminations : les femmes participent moins à la vie publique ou politique, elles bénéficient d'une moindre reconnaissance professionnelle dans les déroulements des carrières, elles touchent des salaires inférieurs pour le même travail, elles accomplissent la plus grande part des tâches domestiques (cuisine, ménage, courses, soins aux enfants ou aux personnes âgées)...

La tradition intellectuelle des Lumières

Leurs choix de métiers sont plus contraints et restreints que ceux des hommes, elles ont des libertés de choix en matière amoureuse ou sexuelle diminuées voire niées... Les études sur le genre ont donc permis de comprendre et de lutter contre les stéréotypes associés aux différences entre les sexes et leurs effets dévastateurs aussi bien pour l'épanouissement des filles que des garçons.

Afficher fièrement comme certains : « Touche pas à mon stéréotype ! » c'est revendiquer un droit à la bêtise, à la paresse intellectuelle et aux conceptions les plus rétrogrades et conservatrices qu'elles autorisent ! Dans la tradition intellectuelle des Lumières, les sciences humaines et sociales – et parmi elles les études sur le genre qui associent des sociologues, des politistes, des historiens, des juristes, des ethnologues... – contribuent par

leurs analyses et leurs travaux à démonter les mécanismes des inégalités sociales et contribuent ainsi au progrès social.

Nous ne pouvons donc que condamner les invocations fallacieuses à des fins politiques rétrogrades, sexistes et racistes, de prétendues théories sociologiques qui n'ont jamais eu cours dans nos domaines scientifiques. Car, redisons-le : la théorie du genre n'existe pas.

Malheureusement dans la période de crise et de désespérance sociale que nous connaissons, ce discours manipulateur trouve un certain écho, même dans les familles qui sont victimes au quotidien de ces inégalités. Il est du devoir des éducateurs, – enseignants et familles – de condamner ces discours aussi mensongers que dangereux.

Collectif d'associations professionnelles d'enseignants et chercheurs en sciences humaines et sociales.

Les membres signataires de ce collectif sont Laurent Colantonio, Président du Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire ; Laurence De Cock, Présidente du collectif Aggiornamento histoire-géographie ; Didier Demazière, Président de l'Association française de sociologie ; Julien Fretel, Président de l'Association des enseignants et chercheurs en science politique ; Marjorie Galy, Présidente de l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales ; Françoise Lafaye, Présidente de l'Association française d'ethnologie et d'anthropologie ; Margaret Maruani, Présidente du Réseau de recherche international et pluridisciplinaire « *Marché du travail et genre* » ; Nonna Mayer, Présidente de l'Association française de science politique ; Julien O'Miel, Président de l'Association nationale des candidats aux métiers de la science politique ; AndréOrléan, Président de l'Association française d'économie politique ; Laurent Willemez, Président de l'Association des sociologues enseignants du supérieur.

Publié par *Le Monde.fr* du 12 février 2014